

trouver de la drogue. Mais ce n'était plus un exercice ! Le service n'a pas eu besoin d'intervenir pour le faire sortir, car après la fouille, les flics se sont aperçus qu'il ne possédait aucune substance. Et l'explication a été franche :

– Je suis stagiaire à la DGSE, je n'ai rien fait !

– Ah, c'est toi qu'on devait arrêter pour de faux ?! En fait, on pensait que tu dealais.

Dans cet exercice, le jeu est de jauger la réaction de l'agent pour expliquer pourquoi il possède ces documents. Alors que les flics tapent du poing sur la table, il faut jouer le jeu et réciter scrupuleusement sa couverture. L'agent restera-t-il calme ? Sera-t-il mis en difficulté ? Les conclusions sont très intéressantes. Le taux d'échec est assez faible, mais il arrive que l'agent doive repasser par une nouvelle mise en situation pour obtenir sa validation. Peu de postulants sont jugés inaptes. On ne se lance pas dans la formation avec une psychologie chancelante. Les meilleurs partiront là où ils veulent. Les moins bons, ou tout du moins les plus fragiles, n'iront jamais à Kaboul ou à Bagdad.

CHAPITRE VII

LE GÉNOCIDE RWANDAIS : PREMIÈRES MISSIONS AU BENIN ET AU BURUNDI

Le génocide des Tutsis au Rwanda fut le plus rapide de l'histoire. En cent jours, d'avril à juillet 1994, plus de 800 000 personnes ont été massacrées.

Lors de ces tragiques événements, mon collègue de la DGSE (le rédacteur analyste en charge du Rwanda et du Burundi), débordé, me demanda de l'aide. Le dossier Rwanda-Burundi était devenu très important. La France avait envoyé des soldats pour une opération de protection des Tutsis et des réfugiés. Plus tard, le président Kagame accusera la France de massacres, mais tout cela était de la com'.

Le dossier était vraiment complexe. Le pays se trouvait aux mains de la majorité ethnique, les Hutus, qui

représentent 85 % de la population. La France avait donc soutenu les Hutus au déclenchement de la guerre civile en 1990. Cependant, ces gens pouvaient se ranger dans deux tendances : modérés et radicaux.

Le 6 avril 1994, un avion fut abattu par un missile. À son bord se trouvaient les présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira. Les deux chefs d'États, ainsi que dix autres passagers, périrent. Malgré de multiples enquêtes, on n'a jamais su lequel des deux camps (hutu ou tutsi) avait tiré sur l'avion. Une chose est certaine, le crash fut l'élément déclencheur de cette terrible crise. Le conflit s'embrasa de façon ahurissante avec ce sanguinaire génocide.

Les Hutus radicaux ont assassiné la Première ministre, Agathe Uwilingiyimana, une Hutu modérée. Celle-ci s'était rendue coupable à leurs yeux de négocier des accords de paix et de partage du pouvoir (accords d'Arusha signés en août 1993). Au Rwanda, la vie s'est transformée en un long cauchemar dans lequel les Hutus radicaux tuaient à tour de bras, des Tutsis comme des Hutus modérés. Une horreur indescriptible. Des milliers de gens se sont réfugiés dans l'Est-Zaïre. La France, qui soutenait initialement les Hutus majoritaires, s'est vite retrouvée dans une position intenable. En effet, au moment où le conflit éclata, la DGSE ne suivait ces deux petits pays que de façon accessoire. Ils étaient loin de concentrer toute notre attention.

À ce moment-là, j'étais rédacteur-analyste au service Afrique. Dans ma section, les pays majeurs restaient la République démocratique du Congo, l'Angola, le Tchad et la République centrafricaine. De grands pays qui comp- taient sur le plan stratégique et pour les matières pre- mières. D'un seul coup, toute l'attention s'est portée sur le Rwanda. Un génocide était en cours, et l'armée française avait dépêché des coopérants pour former des militaires locaux. Problème, les troupes rwandaises étaient essentiel- lement hutus, et donc à l'origine du génocide. Par consé- quent, l'armée française s'est retirée et a tenté de monter une opération de sauvetage, soutenue ni par les Américains ni par les Européens.

Les Tutsis ont finalement pris la tête du pays pen- dant le génocide de 1994, emmenés par les troupes de Paul Kagame. Ils ont pourchassé les Hutus, partis se réf- ugié dans l'Est-Zaïre.

Après le conflit, Paul Kagame est arrivé progressive- ment au pouvoir : ministre de la Défense, vice-président, puis président, un poste qu'il occupe encore aujourd'hui. Paul Kagame a vécu en Ouganda et a été formé par les Américains dans l'école militaire de West Point. C'est un président relativement progressiste, en opposition à l'im- périalisme de Mobutu.

Ainsi, les États-Unis avaient des liens avec Kagame. La France s'est alors retrouvée en porte-à-faux, entre soutien

aux anciennes autorités (les génocidaires Hutus) et aide aux réfugiés. Kagame a martelé qu'il ne voulait plus entendre parler de la France, responsable selon lui des charniers et des massacres des Tutsis.

Ce conflit a pourri les relations entre la France et le Rwanda pendant de longues années. Les commissions d'enquête furent nombreuses. Encore aujourd'hui, il existe un climat de méfiance entre le Rwanda et la France, même si Emmanuel Macron a fait beaucoup d'efforts pour restaurer de bonnes relations.

Mon rôle d'analyste était de rédiger des notes pour les Grands destinataires (Elysée, Matignon, etc.). Il y avait tant de travail à abattre que des rédacteurs du secteur Monde arabe nous prêtèrent main forte. Nous n'avions plus personne sur place, il fallait donc intercepter des informations ou coopérer avec les pays amis et les militaires.

Nous avons essayé de travailler au maximum à partir des pays voisins, en montant des missions au Burundi, en Ouganda et au Zaïre.

C'est à cette période, à l'été 1994, que je suis devenu officier traitant au bureau des Invalides à Paris. Mon quotidien a donc changé du tout au tout. Je passais une grande partie de mon temps sur le terrain pour recruter et traiter des sources, essentiellement africaines.

Mon collègue binôme aux Invalides fut désigné pour monter cette première mission au Burundi. Je le rejoignis

en avril 1995, à Bujumbura, la capitale du pays, sur la rive du lac Tanganyika.

Mon rôle était le suivant : traiter un maximum de sources, dans un contexte compliqué. En effet, l'armée burundaise était à 80 % tutsi, alors que le président élu, Sylvestre Ntibantunganya, était hutu, comme la majorité des habitants. L'armée refusait d'obéir au pouvoir en place. Celui-ci était donc extrêmement limité. Dans une extrême tension, nous sentions l'armée à quelques coups de canon de renverser le régime. Les Français n'étaient pas les bienvenus, car tout le monde savait que nous soutenions traditionnellement les Hutus.

L'affaire

« carrefour du développement »

À Bujumbura, sur financement de l'État français, de nombreuses villas de luxe avaient été construites pour accueillir des présidents dans la perspective d'un sommet France-Afrique à Bujumbura en décembre 1984. Des surfacturations sur les travaux, des pots-de-vin en veux-tu en voilà, des détournements d'argent public, par une association et un ministre français... Ces villas en déshérences étaient gardées par l'ambassade de France, je pouvais donc facilement en récupérer les clés. Elles commençaient à se détériorer par manque d'entretien, c'est donc là que je me rendais pour organiser nos rendez-vous clandestins.

C'était éprouvant. L'armée contrôlait Bujumbura. Les Hutus étaient sur les collines. Des incursions ponctuelles provoquaient un climat de tension permanent.

Un coup d'État fut alors déclenché le 25 juillet 1996. Le président hutu et les membres de son cabinet s'enfuirent. La plupart se réfugièrent en France et en Belgique. Lors de ce renversement, je connus certainement l'un des plus grands stress de toute ma vie. La nuit, je dormais avec mon fusil à pompe. Je n'ai jamais eu à m'en servir. À un jour près...

Le lendemain de mon départ pour Paris, ma villa fut attaquée par des rebelles tutsis. Ils tirèrent sur l'un des assistants (notre secrétaire radio français), qui reçut une balle dans le postérieur. Heureusement, il s'en est sorti et a pu être évacué le lendemain.

Au Burundi, je travaillais sous couverture d'agent humanitaire avec un passeport diplomatique. De temps en temps, je transportais des sacs de riz dans des camps de réfugiés, afin de donner le change. J'avais conscience que tous les Burundais n'étaient pas dupes. Une ficelle un peu grosse, car tout ce qui était français attirait la suspicion. La ville était sous couvre-feu, l'armée patrouillait en permanence. Bujumbura était complètement assiégée. Bien difficile de dénicher des renseignements dans de telles conditions de guerre.

Psychologiquement, c'était extrêmement éprouvant. Il fallait endurer des scènes épouvantables, des cadavres en

décomposition dans les rues, des hommes brûlés dans des pneus – la spécialité locale héritée de l'ANC sudafricaine, le « supplice du pneu ». C'était très choquant... Coincé dans un embouteillage, je ne comprenais pas pourquoi ça bouchonnait. En arrivant à hauteur, j'ai vu un homme s'embraser dans un pneu de camion.

Malgré tout, j'obtenais des renseignements intéressants, notamment de sources demeurées sur place – hutus comme tutsis –, mais aussi grâce aux écoutes que nous menions nous-même avec un appareil qui captait les ondes courtes des téléphones locaux.

Les contextes burundais et rwandais étaient assez différents. Certains Burundais tutsis n'appréciaient pas le comportement de Paul Kagame, même s'ils étaient en accord par proximité ethnique. Ces informateurs ne travaillaient pas seulement pour l'argent. Ils le faisaient aussi par idéologie. Je devais entrer dans leur jeu. Le rôle de la France était ambigu, avec une communauté internationale très critique à notre encontre. Certains nous accusaient d'avoir soutenu les génocidaires et d'avoir monté une opération militaire d'interposition qui leur a indirectement permis de se réfugier dans l'est du Zaïre, à l'époque.

En prenant le pouvoir, Kagame instaura une grande rigueur avec un système beaucoup plus autoritaire et structuré. Ce qui n'empêcha pas la corruption... Le

gouvernement rwandais n'avait qu'une idée en tête : annexer la partie est de la RDC afin de capter les richesses de son sous-sol : cobalt et surtout coltan (colombo tantalite, métal stratégique utilisé pour la fabrication de condensateurs pour les équipements électroniques et dont 60 % des réserves mondiales se trouvent dans l'est de la RDC). Comme le climat du pays est tempéré, les pâturages sont aussi très recherchés.

Les Tutsis constituent un peuple de nomades. Les Hutus, un peuple de cueillette. Dans ces pays, on souffre moins de la faim qu'ailleurs en Afrique, car tout pousse en abondance.

Par la suite, un poste permanent de la DGSE a été édifié à Bujumbura et un autre en Ouganda. Un poste d'officier traitant fut également créé à Kinshasa, mon premier poste.

Parallèlement aux missions à Bujumbura, j'en ai réalisé plusieurs de recherche à Cotonou, au Bénin. J'étais sous identité fictive de consultant en coopération décentralisée (soutien aux entreprises locales). Je disposais d'un ordinateur portable (sans connexion, cela n'existait pas en 1995-1996) pour rédiger les renseignements recueillis. Ceux-ci étaient cachés sous une icône de jeu et cryptés par un petit logiciel.

Je transmettais les renseignements jugés urgents à mon collègue des Invalides par fax, sur une ligne téléphonique

détournée. J'utilisais en fait le fax d'une source béninoise qui possédait des bureaux pour ses activités de coopération.

Initialement, je me rendais au Bénin pour traiter une source parisienne que l'on avait réimplantée à Cotonou. Elle se rendait dans des zones d'intérêt comme le lac Tchad où un mouvement rebelle était très actif, mais aussi à Kano, au Nigeria. Dans ce pays berceau du vaudou, j'ai eu le privilège de me prêter au rite du python autour du cou.

À Cotonou, j'en ai profité pour monter un petit réseau de contacts avec l'aide d'une source parisienne béninoise qui effectuait de nombreux déplacements dans son pays d'origine. Il s'occupait de coopération décentralisée et disposait du soutien des autorités de son pays. Il était donc bien placé. J'ai également rencontré un ancien haut fonctionnaire béninois à la retraite qui s'occupait de plusieurs tribus et faisait l'intermédiaire entre la présidence et les autorités provinciales.

Ce type de relations est indispensable sur le long terme. Aujourd'hui, vingt ans plus tard, le nord du Bénin est devenu un lieu d'implantation de groupes djihadistes.

Avec ce haut-fonctionnaire, j'ai pu me rendre partout dans le pays, notamment dans des endroits reculés peu fréquentés par les Blancs. J'ai toujours reçu un accueil chaleureux auprès des populations. Certains me pinçaient la peau, car ils n'avaient jamais rencontré de Blancs.

Des souvenirs inoubliables associés à un travail de recherche très prenant.

Mais revenons sur cette source réimplantée, de nationalité tchadienne, et opposant au régime de N'Djamena dirigé par le président Idriss Deby. Très actif dans la région du lac Tchad avec son mouvement armé, il connaissait parfaitement la rébellion tchadienne dont il était l'un des cadres. Il négociait aussi directement avec certains responsables de la présidence.

Durant une période de forte tension où son mouvement avait attaqué une garnison proche, puis tenté de capturer le préfet dans les villes de Bol et de Mao, son mouvement rebelle a finalement pris en otage un Occidental qui passait en jeep à Bol. Pris pour un proche du préfet, il s'est avéré être... un espion américain ! Ce dernier détenait un téléphone satellitaire, une valise Inmarsat (afin de pouvoir envoyer messages et documents de n'importe quel endroit du monde) et des cartes précises et annotées sur la zone du lac.

Bien embarrassé par cet otage qui finalement ne leur servait à rien, les rebelles l'ont laissé téléphoner à sa famille. Il fut bien traité et ses ravisseurs cherchèrent évidemment à négocier sa libération. J'ai alors demandé et obtenu le contenu des affaires de l'Américain au moment même où les représentants de la CIA nous contactaient pour obtenir la libération de leur agent. Ma source est venue en France

me remettre le contenu des affaires de l'otage dont nous avons demandé la libération le plus rapidement possible.

Alors que je sortais de l'entretien avec ma source vers dix-neuf heures, je m'aperçus que j'étais pris en filature. Après plusieurs points de contrôle, j'en avais la certitude. Je me suis arrêté pour prendre un sandwich dans un café parisien, et rebelote en sortant. Toujours suivi. Le temps passait, j'entrepris une balade dans Paris avec de multiples points de contrôle afin de semer (ou de laisser) les espions qui me filaient. Ce petit jeu dura près de trois heures. Je finis par rejoindre la gare de Lyon pour sauter dans un train et rentrer à mon domicile.

Arrivé à destination, je m'astreignis à de nouveaux points de contrôle. Enfin libre ! J'apprendrai plus tard que la CIA avait monté une filature de ma source, puis de moi-même après la fin du rendez-vous. L'otage fut libéré rapidement en échange de lots de médicaments pour les combattants rebelles. Le plus amusant, quatre ans plus tard, alors que je quittais mes fonctions à Kinshasa en 2000, je reçus la visite du premier secrétaire américain, membre de la CIA. Là-bas, je n'étais pas déclaré comme agent de la DGSE. Aux yeux de Shaquille Robinson, j'étais – logiquement – un diplomate lambda.

– *Hello*, sir Volange. Je viens de prendre mes fonctions à Kinshasa. Je fais la tournée des ambassades. Nice to meet you !

– Enchanté, Sir Robinson.

– Par le passé, j'étais premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Paris. J'ai notamment traité une affaire d'otage vers le lac Tchad. Ça vous dit quelque chose ?

– Pas du tout. Je ne connais pas ce dossier.

– Je tiens quand même à vous remercier d'avoir permis d'accélérer la libération de mon compatriote...

Et il tourna les talons en souriant.

Shaquille Robinson m'avait reconnu. Quatre ans auparavant, il était probablement l'agent de la CIA qui me suivait dans les rues de Paris, ou qui avait commandité la filature.

CHAPITRE VIII

WHATSAPP VS MESSENGER VS TELEGRAM : QUELLE EST LA MESSAGERIE LA PLUS SÉCURISÉE ?

J'ai passé ma vie professionnelle dans un monde de secrets. J'ai appris à être épié, et donc à me méfier de tout. Depuis quinze ans, l'explosion du numérique a développé de nouveaux moyens de communication incontournables, mais terriblement dangereux.

Je vous propose un petit guide des différentes messageries électroniques à votre disposition.

WhatsApp est la messagerie la plus utilisée à la DGSE comme par le grand public. Cependant, les agents utilisent de plus en plus Signal ou Wire. Ces dernières sont des messageries extrêmement sophistiquées. Le problème, c'est que le simple fait d'utiliser ces systèmes prouve qu'on a des choses à cacher, ou tout du moins